



(Information intersyndicale d'avril 2016)

TRANSFERT DES UNITES ET DES PERSONNELS INRA VERS SACLAY : OU EN EST-ON ?

En Septembre 2015, face au transfert prévu sur Saclay de 13 unités INRA de Versailles-Grignon et de Jouy, **plus de 500 agents de nos centres ont signé une pétition exigeant de la Direction générale qu'elle s'engage sur un plan exceptionnel de mobilité collective basé sur les intérêts des agents et non sur des postes fléchés individuellement en fonction des besoins de la Direction**, respectant les souhaits professionnels et personnels des agents contraints au déménagement, et qui ne les mette pas en concurrence. Les signataires exigeaient ainsi « *des garanties collectives pour ceux qui ne voudraient pas partir à Saclay, qui ne devront pas se faire opposer l'absence de postes, et aussi des garanties collectives pour ceux qui accepteraient d'aller à Saclay : ne pas avoir à re-candidater sur un nouveau poste, sur de nouvelles fonctions, préserver les conditions de fonctionnement des équipes, aménager les conditions de travail pour tenir compte des contraintes individuelles, concevoir des dispositifs exceptionnels pendant les années de mise en place du campus.* »

C'est pour y porter ce mandat que les représentants du personnel CGT, CFDT, CFTC et SUD ont décidé de participer à un groupe de travail, dit « inter-centres » (GTIC), censé proposer un plan de mesures d'accompagnement d'ici fin 2016. Ce groupe réunit des représentants des administrations des centres de Jouy et de Versailles-Grignon, des directeurs d'unités, avec les représentants du personnel. Il s'est déjà réuni cinq fois, la dernière réunion ayant eu lieu le 30 mars 2016. Les représentants du personnel vous informent pour la troisième fois.

Réunions du Groupe de travail

Lors de la dernière réunion, les résultats de l'enquête réalisée auprès des agents, concernant leurs préoccupations par rapport à un transfert vers Saclay, ont été présentés. Ils devraient bientôt être diffusés. Globalement plus de 50% des sondés ont répondu et concernant les seuls permanents INRA on atteint deux tiers de réponses. Nous reviendrons ultérieurement sur les résultats de l'enquête, une fois que ceux-ci auront été diffusés. Nous pouvons cependant doré et déjà annoncer qu'environ 90% des répondants sont préoccupés par le temps de transport et l'impact de celui-ci sur leur vie privée. Cette même proportion d'agents considère que ce projet de déménagement ne leur apportera que des contraintes...

La remarque la plus fréquente concerne la perception d'un projet qui ne repose pas sur une vision scientifique mais sur une vision politique imposée d'en haut, sur laquelle on aurait cherché à amener une justification scientifique. Lors de la dernière Assemblée Générale des personnels ayant eu lieu à Grignon le 18 février 2016, en présence des Présidents des Centres de Jouy et de Grignon mais également d'Olivier Le Gall (Directeur général délégué aux affaires scientifiques de l'Inra), il est clairement apparu qu'il n'y avait pas de projet scientifique et que c'était aux unités et aux scientifiques de le concevoir... avec ce qui leur resterait de troupes.

Est également pointé par le questionnaire une demande d'aide de l'INRA, que ce soit pour la mise en place d'aides financières pour accompagner le déménagement ou bien les mutations ou changements de poste. Pour résoudre les demandes de mobilités, l'administration s'est jusqu'à présent retranchée derrière la sortie de la note de service portant sur la (nouvelle) politique de mobilité au sein de l'INRA et sur des demandes d'appui auprès d'autres administrations. Pour prononcer la mutation d'une personne, il faudra donc qu'elle puisse disposer d'un poste ailleurs à l'INRA ou dans une autre administration ou bien qu'elle puisse partir avec son poste, ce qui modifiera le potentiel de son unité d'origine. Et il faudra compenser ce potentiel, il faudra d'autres postes, ce qui n'apparaît pas réaliste aujourd'hui. Ce déménagement est-il vraiment envisageable aujourd'hui ? Rappelons que l'une des dernières motions votées à l'unanimité au Comité Technique de l'INRA mentionnait que le CT « réaffirme l'impérative nécessité que la Direction Générale mette en place un ensemble de mesures collectives intégrant un plan exceptionnel de mobilité permettant à chaque agent qui ne souhaiterait pas rejoindre le site de Palaiseau de changer d'affectation en mutant avec son poste ».

Toujours dans les remarques de conclusion du questionnaire, certains parlent de la perte de qualité de vie globale des agents pour un effet bénéfique incertain du regroupement. Certains parlent aussi de faire tout ce qu'ils peuvent pour éviter le déménagement (retraite, mutation, changement de voie professionnelle).

**On est donc toujours loin d'une adhésion massive au projet Saclay !
Et l'attente des agents est toujours aussi forte sur les questions de transport, logement, mobilité et aide financière : on en a maintenant la preuve chiffrée.**

Assemblées générales et Séminaire de la Direction

La DG veut convaincre et c'est loin d'avoir été le cas lors des assemblées générales tenues sur les sites de Jouy, Versailles et Grignon. En effet, face aux multiples interrogations sur l'avenir des agents, tant sur le plan de l'organisation matérielle que sur celui du contenu des programmes scientifiques, le représentant de la direction générale et les présidents de centre ne sont pas parvenus à nous convaincre que l'obtention des fonds du plan d'investissement d'avenir, liée au déménagement, était une « chance extraordinaire ».

Ces 11 et 12 avril 2016, la Direction Générale rencontrera les Chefs de Départements, la délégation régionale, les Présidents de Centre et les Directeurs d'Unités des 13 unités concernées par le déménagement.

Au menu : la dynamique des unités dans le cadre des schémas stratégiques de départements, mais aussi dans un cadre où le contour des unités est toujours amené à évoluer (cf. résultat de l'évaluation par l'HCERES à venir). Autre thème : « discuter des opportunités scientifiques que va générer la mobilité des équipes ».

La direction tente par tous les moyens de remotiver des directeurs d'unités qui, au contact de la réalité, voient plutôt se profiler une hémorragie des personnels et peinent à voir avec qui construire un projet pour demain. Derrière cette réflexion se profile une réorganisation des unités et des équipes, rendue inéluctable par les départs.

L'université Paris-Saclay :

la marche forcée vers un fonctionnement « intégratif » ?

Le contexte actuel ne peut d'ailleurs que renforcer notre inquiétude, quand plusieurs responsables se félicitent que le caractère intégratif de la COMUE Paris-Saclay soit affirmé. S'il s'agit de dire que les prérogatives propres des composantes de la COMUE comme l'INRA et AgroParisTech, ou des universités de Paris-Sud et St Quentin, seront à terme remises en cause, nous ne pouvons l'accepter. Dans un tel schéma, les grandes décisions, la définition de programmes de recherches, l'affectation des moyens humains, financiers, matériels n'appartiendrait plus à l'INRA. Cette marche forcée commence à provoquer des remous dans les universités et le PDG de l'INRA a réaffirmé lors du dernier comité technique que l'INRA ne pourrait pas rester comme membre fondateur si cette structuration intégrative était effectivement imposée.

La suite des opérations....

Le groupe de travail inter-centres est censé faire des propositions de mesures afin de concevoir le plan exceptionnel à soumettre aux instances nationales. Malheureusement, au terme des cinq premières réunions, aucune proposition concrète n'est à ce jour rédigée, et la liste des points à traiter reste elle-même à discuter ! Cette lenteur a provoqué une réaction vive de l'ensemble des représentants du personnel, *réaction vive à laquelle l'administration vient de répondre en proposant une évolution du pilotage intégrant la direction générale*. Pour les représentants du personnel, il est hors de question de transiger sur la qualité des travaux au nom de l'urgence à rendre ce plan, ni d'accepter que des mesures soient parachutées par la Direction au Comité Technique, sans possibilité réelle de négociation.

Dans ce contexte, les organisations syndicales restent unies et réaffirment l'exigence que la Direction Générale décide d'un plan exceptionnel de mobilité permettant à chaque agent qui ne souhaite pas aller à Saclay de muter avec son poste.

Cela implique un mouvement de mobilité d'une ampleur sans précédent dans l'Institut, d'autant plus s'il est nécessaire de rouvrir des postes pour remplacer les partants.

Des moyens importants sont aussi à dégager pour limiter les contraintes de ceux qui muteront sur le site, en particulier des négociations sont nécessaires pour bâtir des solutions de transports.

La Direction Générale doit cesser de jouer la montre, elle doit prendre conscience de l'impasse dans laquelle elle se trouve, elle doit se résoudre à aller demander aux ministères de tutelle les moyens nécessaires.

Que ceux qui ont imaginé ce projet acceptent d'en payer le prix !... ou qu'ils y renoncent !

Contact Syndicats

- **CFDT** cfdtinra@versailles.inra.fr
Intranet : <https://intranet.inra.fr/cfdt/>
Internet : <http://www.cfdtinra.net/>

- **CFTC** cftcinra@versailles.inra.fr
Intranet : <https://intranet.inra.fr/cftc/>

- **CGT** cgt@inra.fr
Intranet : <https://intranet.inra.fr/cgt/>
Internet : <http://www.inra.cgt.fr/>

- **SUD** contactinra@sud-recherche.org
Intranet : <https://intranet.inra.fr/sud-inra/>
Internet : <http://www.sud-recherche.org>